

Ruhengeri le 6 Juin 1928

N° 188 /Finances-Compt.

RUHENGRI



Monsieur le Résident,

Subsidiairement à votre lettre N°43I/Fin du 22 Mai écoulé, j'ai l'honneur de vous demander si je puis être autorisé à effectuer paiement des chèques émis par des organismes commerciaux honorablement connus, et reconnus solvables, tels que "ESTAF"-G.E.A.B."-COMPAGNIE DU KIVU"-INTERTROPICAL COMFINA etc (chèques émis par les ORGANISMES même, pas par leur agents, sauf le fondé de pouvoirs agissant pour compte de la Compagnie).

Les commerçants locaux, Asiatiques, perçoivent la plus grande partie de leur fonds de roulement au moyen de chèques émis par les organismes qui les subventionnent ou commanditent: l'obligation, pour le comptable, de refuser paiement de ces chèques, PARALISERAIT COMPLETEMENT LE COMMERCE LOCAL et, partant, porterait gravement atteinte au développement économique de la région du Mulera; indépendamment que cette mesure empêcherait l'ACHAT DE VIVRES POUR LA FAMINE -puisque les commerçants ne pourraient réunir en numéraire les fonds-chèque qui leur sont avancés par leurs commanditaires respectifs, fonds qui, seuls, leur permettent d'exécuter leur contrats de fourniture puisque devant servir aux achats de vivres.

2.- Je demande également l'autorisation de pouvoir effectuer paiement de chèques tirés par Monsieur WOUTERS, et par moi-même; en ce qui me concerne, je ne puis spécifier un montant mensuel, vu que mes dépenses varient dans des proportions TRES différentes, d'un mois à l'autre. Aussi les chèques émis par moi peuvent-ils parfois atteindre des sommes approximant le TRIPLE ou PLUS du traitement que je touche. Ce qui n'empêche que, ma solvabilité ne pouvant faire aucun doute, je me verrais, sauf autorisation préalable, dans l'obligation

*de pouvoir effectuer paiement de ces chèques.
Je demande donc à pouvoir, éventuellement, encaisser des
chèques tirés par moi-même d'un montant même excédant
le chiffre fixé par le contrat antérieur pour votre compte*

*R.R.
/sant du Dr.*

Jad